

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 11 avril 2024

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

7,4 %

Il s'agit de l'inflation en g.a.
pour la Colombie en mars
2024.

Le taux d'inflation en Colombie a atteint 7,4 % en glissement par année (g.a.) au cours du mois de mars 2024, enregistrant une baisse pour le douzième mois consécutif. Cela représente une diminution de 5,9 pt% par rapport aux données de janvier 2023, lorsque l'inflation était de 13,3 % g.a. Ce chiffre marque une évolution à la baisse du taux sur 12 mois consécutifs. Ces résultats restent toutefois nettement supérieurs à la cible de 3 % ± 1 pt.

Les prix des biens et des aliments ont été les principaux moteurs de cette baisse. En effet, le prix des biens est resté stable avec une évolution mensuelle de 0 % et un taux d'inflation en glissement annuel de 3,2 %, dans la fourchette de cible de politique monétaire. L'inflation alimentaire est passée de 1,9 % g.a en février à 1,8 % g.a en mars. Néanmoins, Bancolombia souligne la faible variation annuelle du taux d'inflation des services (-0,2 %) : passant de 8,5 % en février 2023 à 8,3 % en mars 2024.

En parallèle, Bancolombia a publié un rapport économique mensuel avec ses prévisions de croissance pour l'année 2024. Celle-ci prévoit une croissance modérée de l'économie, estimée à environ 0,6 % en 2024, (baisse de 0,2 pp par rapport aux estimations antérieures de 0,8 %). Estimation qui pourrait présenter un léger biais lié à la faiblesse de la demande des ménages. La Banque centrale prévoit une croissance de 1,1 %, et une croissance supérieure à 3 % pour 2025, en cohérence avec des conditions monétaires qui se seraient normalisées dans le cadre d'un taux d'inflation déjà conforme à l'objectif.

Bolivie

L'Association des banques privées de Bolivie annonce que celles-ci contribueront à l'émission de l'obligation de la Banque centrale en dollars.

L'Association des banques privées de Bolivie (Asoban) va participer à l'émission d'obligations en dollars de la Banque centrale de Bolivie (BCB) pour pallier la pénurie de devises. Cela fait suite à un accord gouvernemental visant à attirer plus de devises étrangères. Jusqu'à présent, seules la Banque centrale et la banque (publique) *Banco Unión* étaient responsables de ces émissions. Désormais, d'autres banques privées pourraient aussi les proposer. Selon les informations de la BCB, des obligations d'une valeur de 27 M USD ont déjà été émises.

Sécheresse agro : Pertes de 300 M USD - Appel à la reprogrammation de certains prêts.

Une sécheresse historique affecte le secteur agricole de Santa Cruz (principale ville du pays) avec des prévisions de pertes de 800 000 tonnes de céréales, équivalent à 300 M USD. Les municipalités de *Pailón*, *San Julián*, *Cuatro Cañadas* et *San José de Chiquitos* sont particulièrement touchées, représentant 55 % de la superficie cultivée. Environ 6 000 familles sont touchées, incapables de remplir leurs obligations financières. L'Association des producteurs d'oléagineux et de blé (Anapo) appelle les autorités à prendre des mesures palliatives, notamment la reprogrammation des crédits, la création d'un fonds de relance et l'utilisation de biotechnologies approuvées pour atténuer les pertes et sécuriser le marché intérieur. Malgré les pertes, Anapo assure que l'approvisionnement du marché intérieur en soja est garanti.

Colombie

La dette externe s'élève à 54,1% du PIB début 2024.

Fin janvier 2024, la dette externe atteignait 198 Md USD (+11,2 Md USD en 1 an), selon la Banque centrale (54,1% du PIB). La Banque centrale note par ailleurs que l'endettement externe du secteur public est supérieur à celui du secteur privé : la dette du secteur public représentait 31,2 % du PIB et celle du secteur privé 22,9 % du PIB. Pour mémoire, le ministère des finances a présenté au congrès une

demande d'extension de la limite d'endettement du pays de 17,6 Md USD.

L'enquête d'opinion de Fedesarrollo signale une baisse de la confiance des consommateurs en mars 2024.

Le centre d'étude Fedesarrollo a publié une actualisation de son « enquête d'opinion du consommateur » pour le mois de mars 2024. L'Indice de confiance du consommateur consiste en l'évaluation de la perception de la situation économique des ménages, permettant de donner des indications futures sur la consommation des ménages. Le niveau de confiance des consommateurs serait de -13 % selon cette enquête, soit une dégradation de 3,6 pts.

La Colombie a perdu trois places dans le classement du cabinet de conseil KEARNEY des pays les plus attractifs pour les IDE.

Le cabinet a actualisé son indice de confiance des Investissements Directs Etrangers (IDE) pour l'année 2024. Cet indice consiste en une enquête annuelle auprès de cadres d'entreprises internationales qui classifie les marchés en fonction de leur degré d'attractivité pour les trois prochaines années. De surcroît, cet indice donne des indications sur les marchés vers lesquels les investisseurs vont diriger leurs capitaux. Ainsi, selon le cabinet KEARNEY la Colombie s'est maintenue dans le top 25 des économies aux marchés émergents mais a perdu 3 places passant de la 18^{ème} à la 21^{ème} position. Malgré cette baisse, le ministère des finances affirme que pendant l'année 2023 les IDE ont enregistré une croissance annuelle de 16 % pour s'élever à 13 Md USD, soit, le montant le plus élevé depuis 2014 selon la Banque centrale.

Le budget pour le projet ferroviaire de connexion entre l'océan atlantique et l'océan pacifique, présenté comme « alternative » au canal de Panama, dépasse les 25 Md USD.

Ce projet consisterait en la construction d'un corridor pour le transport de passagers et de marchandises. Une étude de préféabilité est en cours. Le corridor permettrait d'améliorer la compétitivité du pays et la multimodalité des transports de passagers et de biens. Certains estiment que le projet permettrait de concurrencer le canal de Panama qui a vu ses capacités fortement réduites du fait de la crise climatique. Les études de faisabilité devraient se terminer à la fin de l'année 2024. Selon l'ANI, l'investissement requis pour la création des lignes ferroviaires s'élèverait à 359 M USD, et l'investissement nécessaire aux

infrastructures portuaires s'élèverait à 341 M USD. La ligne ferroviaire s'étendrait sur 199 km pour permettre un trafic de 16 trains par jours connectés à un port maritime dans la baie de Cupica situé sur la côte pacifique. Ceci permettrait de faciliter le transport de conteneurs maritimes. Cependant, des questionnements pourraient émerger concernant les effets environnementaux d'un projet de cette nature qui pourrait menacer sa réalisation.

L'ANIF indique qu'une suppression de la subvention au diesel pourrait faire économiser 1,5 Md USD (5 800 Md COP) au gouvernement pour 2024.

Le 11 avril, le ministre des finances Monsieur Ricardo Bonilla a confirmé la levée des subventions au Diesel. Néanmoins, celle-ci pourrait être maintenue pour les véhicules de transport de denrées alimentaires afin de ne pas impacter trop fortement le coût de la vie pour les Colombiens. De ce fait, le gouvernement cherche à identifier le type de véhicule qui transporte les denrées alimentaires. Les autres véhicules de transports se verront soumis à l'augmentation du prix du carburant. Ainsi, un système de puce électronique est en cours d'étude pour identifier les transporteurs de denrées alimentaires lors du ravitaillement en carburant des véhicules. Cette mesure permettrait de réduire le déficit du fond de stabilisation des prix des combustibles (FEPC), qui subventionne le diesel à la pompe pour le consommateur. Pour mémoire, le FEPC subventionnait également l'essence jusqu'à fin 2023, avec une suppression progressive pour ce carburant sur l'année dernière. L'ANIF indique que les ¾ de ce déficit en 2023 étaient causés par les subventions au diesel. L'ANIF signale que pour économiser 1,5 Md USD, la subvention devra être progressivement supprimée dès le mois de mai 2024. Le coût de la subvention s'élevait à 5,4 Md en 2023. Les experts anticipent une augmentation du prix du diesel pour cette année, qui pourrait mener, une fois la subvention éliminée, à une augmentation des prix de 1,84 USD (7 000 COP) aujourd'hui à 4,21 USD (16 000 COP) par gallon en fin d'année. ANIF signale que le pouvoir d'achat des Colombiens sera ainsi impacté, affectant également l'inflation à la hausse. Néanmoins, comme celle-ci est en baisse depuis douze mois

consécutifs, le rapport signale que les signaux sont positifs pour permettre l'augmentation progressive du prix du diesel, soulageant ainsi les finances publiques.

Guyana

Le projet de production d'électricité à partir des ressources en gaz du pays, d'une valeur de 1,9 Md USD, prend du retard.

Ce projet vise la conversion du gaz associé (extrait avec le pétrole *offshore*) en électricité, en le ramenant à terre pour l'utiliser en alimentant une centrale thermique. Cette centrale permettrait de réduire les coûts de l'électricité dans le pays. Exxon Mobil, qui exploite le pétrole au Guyana, construit un gazoduc de 225 km à partir de son bloc *offshore* de *Stabroek* pour alimenter la centrale. Le directeur d'ExxonGuyana déclarait que le gazoduc, d'une valeur d'1 Md USD serait prêt d'ici la fin de l'année. Le block de *Stabroek*, qui est le premier site de découverte de pétrole et de gaz, est à l'origine de la production actuelle de 645 000 bpd de pétrole. La centrale électrique prévue par le gouvernement serait la première à utiliser le gaz issu des champs de pétrole exploités. En effet, jusqu'à présent, celui-ci était réinjecté. Néanmoins, la construction du gazoduc contraindra ExxonMobil à interrompre la production de pétrole de deux FPSO¹ au T3-2024 pour pouvoir les raccorder au gazoduc. En outre, des retards de constructions menacent d'impacter les revenus pétroliers à hauteur d'1 Md USD en 2024.

Pérou

Hausse des agroexportations péruviennes au début 2024

Au premier bimestre de 2024, les agroexportations péruviennes ont augmenté de 12.3%, atteignant 1,9 Md USD, selon le Ministère de Développement Agricole (Midagri). Cette croissance est principalement portée par les exportations traditionnelles, qui ont généré 152 M USD, en hausse de 63%. Le café non-torréfié et les sucres raffinés de canne ou de betterave ont mené cette progression, avec des augmentations de 67% et 36% respectivement, représentant 95% de ces

¹ "Floating Production, Storage, and Offloading". Il s'agit d'une unité flottante utilisée dans l'industrie pétrolière pour produire, stocker et décharger le pétrole brut extrait des champs offshore.

exportations. Les exportations non-traditionnelles ont également connu une augmentation de 9%, pour un total de 1,7 Md USD. Parmi les produits les plus exportés figurent les raisins, myrtilles, mangues et avocats. Les dix principaux marchés incluent les États-Unis, les Pays-Bas et l'Espagne, concentrant 78% des exportations.

Le portefeuille de projets d'exploration minière totalise 644 M USD d'investissements.

Le Ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou (Minem) a révélé un investissement de 644 M USD dans 75 projets d'exploration minière pour 2024, répartis sur 17 départements. Ces projets, détenus par le secteur privé, ciblent la découverte de gisements métalliques et l'extension de mines existantes. Parmi eux, 32 projets avec un financement de 253 M USD sont prêts à démarrer, ayant reçu toutes les autorisations nécessaires. Une autre tranche de 27 projets, représentant 263 M USD, est en phase d'évaluation pour l'autorisation d'exploration, et 16 attendent l'évaluation de leur Instrument de Gestion Environnementale (IGA) avec 128 M USD engagés. Les minéraux clés incluent le cuivre (254 M USD), l'or (191 M USD), le zinc (84 M USD) et l'argent (75 M USD). La *Libertad* mène les investissements avec deux projets majeurs d'or, suivie par *Pasco* et *Áncash*.

La pauvreté persiste au Pérou malgré une prévision de croissance de 2.7% pour 2024.

La Banque Mondiale a mis en lumière qu'1/3 des Péruviens vivaient dans la pauvreté en 2022, avec un taux s'élevant à 32% et une vulnérabilité de 39%, indiquant que sept Péruviens sur dix se trouvaient en situation de pauvreté ou de vulnérabilité. Ces chiffres restent supérieurs aux niveaux enregistrés avant la pandémie. Malgré ces défis, la Banque Mondiale projette une croissance économique pour le Pérou de 2.7% en 2024, signalant une reprise potentielle. Selon la BM, ces résultats mettent en évidence la nécessité de s'attaquer aux problèmes structurels tels que la faible productivité et la qualité des services publics pour soutenir une croissance durable et une réduction plus efficace de la pauvreté, dans un contexte où l'Amérique Latine dans son ensemble cherche à surmonter la stagnation économique.

Venezuela

L'inflation mensuelle atteint 3,9 % en mars.

Selon l'OVF (Observatoire Vénézuélien des Finances), l'inflation du mois de mars s'est élevée à de 3,9 % (+1,4 % vs. février). Ainsi, l'inflation annuelle atteint 89%. L'inflation des produits alimentaires a atteint 4,8 %, les transports 4,6%, les communications 4,2 % et les équipements ménagers 4,0 %. Selon l'OVF cette accélération de l'inflation est intervenue dans un contexte où la liquidité monétaire s'est accrue de 18% au cours du mois de mars, et de 215 % en termes annualisés, et ce, malgré la stabilité du taux de change (dépréciation limitée à 0,36% en mars, 29% sur un an). Par ailleurs, la Banque Centrale du Venezuela a publié ses propres chiffres pour l'inflation: 1,2% pour l'inflation mensuelle et 67,8% en rythme annuel.

Shell cherche à obtenir une licence étatsunienne à long terme pour le projet gazier Dragon.

Shell cherche à obtenir une licence à long terme du gouvernement étatsunien avant de prendre une décision finale d'investissement (plus d'1 Md USD) sur le projet de gaz naturel Dragon au Venezuela, a rapporté Reuters. Le champ *Dragon*, situé près de la frontière maritime avec Trinité-et-Tobago, contiendrait jusqu'à 4,2 milliards de pieds cubes de gaz, une source d'énergie potentielle importante pour les secteurs du gaz naturel liquéfié et de la pétrochimie. En janvier 2023, les États-Unis ont accordé à Trinité-et-Tobago une licence de deux ans pour négocier et développer le projet *Dragon*, avec Shell comme opérateur. Cette Licence a été prorogée jusqu'en octobre 2025 et permettrait aussi au Venezuela de recevoir des paiements sur les ventes de gaz. Le gouvernement vénézuélien a accordé en décembre 2023 une licence de 30 ans qui permet à Shell et à NGC de produire et d'exporter le gaz vers Trinité-et-Tobago.

Le président colombien Gustavo Petro s'est rendu à Caracas pour rencontrer le président vénézuélien Nicolas Maduro.

Suite à une réunion à Cúcuta (Colombie) entre les ministres des affaires étrangères, M. Petro a rencontré M. Maduro pour faire avancer les questions de coopération bilatérale. Ils ont annoncé dans un

communiqué commun les points abordés au cours de la réunion : les élections du 28 juillet ; le rôle du Venezuela en tant que garant des processus de dialogue entre l'Etat colombien et l'ELN et l'état-major central des FARC-EP ; les progrès commerciaux observés depuis le début de la normalisation des relations politiques et diplomatiques en août 2022 ; l'évolution des questions relatives aux transports aériens et terrestres. Ils ont convenu de continuer de progresser dans la consolidation d'un réseau binational de garantie de l'énergie, qui comprend l'interconnexion électrique, des investissements conjoints dans le gaz et le pétrole, ainsi que la promotion de projets d'énergie propre, tels que l'énergie éolienne, l'énergie solaire et l'hydrogène vert ; la coopération en matière de sécurité et de défense, afin d'apporter une réponse efficace et coordonnée à la lutte contre la criminalité organisée transnationale et transfrontalière, ainsi qu'à la lutte contre la criminalité financière, y compris l'utilisation des crypto-monnaies.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

| | Population (M) | PIB à prix courants* (Md USD) | Croissance du PIB (en % du PIB) | | Compte courant (en % du PIB) | Dette publique brute (en % du PIB) | IDH (rang mondial) | | Inflation (%) |
|------------------|----------------|-------------------------------|---------------------------------|---------|------------------------------|------------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------------------------|
| | | | 2022 | 2023 p. | | | 2021 | Variation par rapport à 2020 | |
| | 2023 e | 2023 e | | | 2023 p. | 2023 p. | | | Variation en fin de période, 2023 p. |
| Bolivie | 12,13 | 46,8 | 3,5 | 1,8 | -2,7 | 80,8 | 118 | +1 | 3,6 |
| Colombie | 52,16 | 363,8 | 7,3 | 1,4 | -4,9 | 55,0 | 88 | 0 | 8,8 |
| Equateur | 18,26 | 118,69 | 2,9 | 1,4 | 1,5 | 55,5 | 95 | +4 | 2,4 |
| Guyana | 0,794 | 16,33 | 62,3 | 38,4 | 18 | 29,9 | 108 | +1 | 3,8 |
| Pérou | 34,509 | 264,64 | 2,7 | 1,1 | -1,9 | 33,9 | 84 | +1 | 4,2 |
| Suriname | 0,624 | 3,54 | 1,0 | 2,1 | 1,5 | 107 | 99 | -7 | 40 |
| Venezuela | 26,54 | 92,21 | 8,0 | 4,0 | 2,2 | n.a. | 120 | -2 | 250,0 |
| Argentine | 46,8 | 621,83 | 5 | -2,5 | -0,6 | 89,5 | 47 | 0 | 135,7 |
| Brésil | 204,2 | 2 126,2 | 2,9 | 3,1 | -1,9 | 88,1 | 87 | -1 | 4,9 |
| Chili | 20,0 | 344,4 | 2,4 | -0,5 | -3,5 | 38,4 | 42 | +1 | 4,5 |
| Mexique | 131,2 | 1 811,47 | 3,9 | 3,2 | -1,5 | 52,7 | 86 | +2 | 4,5 |

LE CHIFFRE A RETENIR

7,4 %

Il s'agit de l'inflation en g.a. pour la Colombie en mars 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Mario DE MENECH, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr